

## Le Dr Jean Hénold Buteau dénonce l'incapacité du gouvernement haïtien à gérer la pandémie

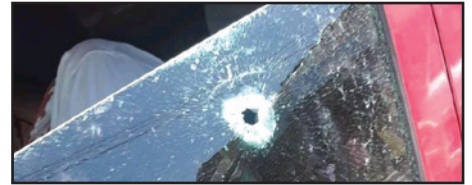


*Le porte-parole du parti Alternative Socialiste (ASO), Docteur Jean Hénold Buteau, est monté au créneau pour dénoncer la gestion faite par le gouvernement haïtien de la Covid-19. Il déplore le fait que la pandémie soit gérée par une ONG et non par l'État haïtien lui-même et regrette que des détails n'aient pas été fournis concernant les dépenses effectuées en dépit de l'existence des mécanismes de contrôle.*

### L'accord de Marriott, n'a-t-il pas été inclusif ?

*Il n'est un secret pour personne que le pays est en train de connaître des revers inquiétants. Le doute, l'anxiété, la peur, la misère sont, entre autres, les contenus du calice de la nation au quotidien. Pire, elle continue d'espérer sans être certaine réellement que quelque chose va changer.*

### Actualité



**Assassinat de Fritz Gérald Cerizier: les membres de l'appareil judiciaire réagissent**

### Sport



**Tottenham et Manchester United dos à dos**

### Economie



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE

**L'accessibilité en milieu rural : la BM fait un don de 33 millions de dollars américains à Haïti**

+ (509) 38 86 30 30

lequotidiennews24@gmail.com

**Nèt Lakay**  
NOUVO sèvis entènèt sou mache a ki pèmèt ou rete konnèkte tout sif

**Nèt Lakay 20**  
10 Mga 4 Mga  
\$149

**Digicel**



**sap**  
GRAPHIC DESIGN

Carl Daniel Jean Louis  
GRAPHIC DESIGNER

AI Ps Id

APPELEZ MAINTENANT + (509) 4 811 93 34

**PREVANSYON KONT KOVID-19**

LAVE MEN NOU AK DLO AK SAVON

TOUJOU METE MASK LE NOU SOTI

EVITE KONTAK AK MOUN

# Le Dr Jean Hénold Buteau dénonce l'incapacité du gouvernement haïtien à gérer la pandémie



*Le porte-parole du parti Alternative Socialiste (ASO), Docteur Jean Hénold Buteau, est monté au créneau pour dénoncer la gestion faite par le gouvernement haïtien de la Covid-19. Il déplore le fait que la pandémie soit gérée par une ONG et non par l'État haïtien lui-même et regrette que des détails n'aient pas été fournis concernant les dépenses effectuées en dépit de l'existence des mécanismes de contrôle.*

« L'État perd sa capacité d'intervenir comme acteur de service public dans le domaine de la santé », a martelé le socialiste qui cite à titre d'exemple, le cas l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti (HUEH) qui n'arrive toujours pas à accueillir convenablement des malades, en dépit des 86 millions de dollars américains décaissés pour sa reconstruction dans les mois qui ont suivi la catastrophe de janvier 2010.

## L'État s'est désengagé

Cependant, si Jean Hénold Buteau reconnaît les faiblesses de notre système de santé, il désapprouve le choix de l'administration actuelle de confier la gestion à la fois médicale et financière de la crise à une Organisation Non Gouvernementale (ONG). D'après lui, L'État ne peut se soustraire à son devoir de prendre en charge la situation. « Dès qu'il s'agit d'épidémie, il est impossible que l'État ne soit en première ligne », déclare-t-il. Et ceci « Indépendamment de la compétence de l'ONG en question, indépendamment de l'expérience de l'ONG en question et des moyens financiers dont elle dispose », soutient l'homme politique qui assimile à un acte de trahison, cette attitude même s'il s'agissait de dirigeants légitimes et légitimement élus.

## Une gestion non transparente et en dehors des normes

Sur le plan économique, M. Buteau qualifie de « désinvolture insolente » la façon dont les responsables effectuent les dépenses et ceci, dans l'opacité la plus totale. « Des décaissements ont été effectués, des dépenses ont été faites mais personne n'est au courant des montants, ni de quelle manière ils ont été

### Administration

#### Directeur général

- Spenser Jhony Francois

#### Directeur adjoint

- Bénito Clermont

#### Administratrice

- Firmanthe Vermont

#### Conseiller Spécial

- Gervely Teneus

### Rédaction

#### Rédacteur en Chef

- Michelin Étienne

#### Secrétaire Rédaction

- Kenley Nocholas

#### Rédacteurs

- Sherlande Michel • Wedson Fortil

- Josué Benjamin

#### Graphiste

- Carl Daniel Jean Louis

#### Photographe

- Sauveur Loute

### Contributeurs

Don Waty Bartélémy, Économiste

Orly Dubois, Étudiant en agronomie à l'Université Quisqueya

Frantz Azemar, Juriste

Midson Jean Batard

Graduado en la Universidad Tecnológica de Santiago (UTESA) CUM

LAUDE Licenciado en Administración

de empresas. MBA. Histoire, Mémoire et Patrimoine | Université d'État

d'Haïti (UEH) / Université Laval du Québec, Master DYCLAM+ en

Patrimoine | Université Jean Monnet de Saint Etienne et l'Institut

Politécnico de Tomar au Portugal

dépensés, qui les a dépensés ? », se questionne-t-il. Plus loin, il attire également l'attention du public sur le fait que les responsables profitent de l'état d'urgence pour échapper au contrôle de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSC/CA). « L'état d'urgence ne nous habilite pas à ignorer la Cours des Comptes. Ça ne se fait pas et ça ne se fera jamais. Ça nous a peut-être permis de court-circuiter le mécanisme dénommé appel d'offre et non pas de court-circuiter la Cour des Comptes comme ça a été le cas », regrette le porte-parole de l'ASO.

**La stratégie utilisée est très limitée**

Docteur Buteau s'est aussi prononcé sur la stratégie employée par les responsables dans la lutte contre le nouveau coronavirus. Selon lui, cette stratégie ne vise pas à contenir la Covid-19, mais à guérir quelques patients.

Le néphrologue croit que le gouvernement aurait dû faire l'acquisition d'équipements et matériels médicaux nécessaires au cours des semaines, voire des mois, qui ont précédé l'introduction du virus sur le territoire national. « De telles démarches nous éviteraient cette situation où « les médecins impliqués dans la prise en charge des patients n'auraient pas à se plaindre du manque de masques, et d'autres équipements de protection personnelle », explique-t-il. Après avoir parcouru plusieurs pays, le nouveau

coronavirus n'a pas cessé de se propager en Haïti depuis le 19 mars dernier où les deux premiers cas ont été découverts. Le gouvernement installe peu après, une commission multisectorielle de gestion de la pandémie. Cette commission est codirigée par l'infectiologue Jean William Pape du Groupement Haïtien d'Etude du Sarcome de Kaposi et des Infections Opportunistes (GHESKIO), une ONG engagée, elle aussi, dans la lutte contre la maladie.

Dans, l'intervalle, le nombre de personnes infectées au quotidien se compte par centaine. Le dernier bilan communiqué par les autorités sanitaires en date du 18 juin 2020 fait état de 228 nouveaux infectés et 2 décès. Ce qui porte à 4916 cas confirmés, 84 décès et 24 personnes rétablies depuis mars.

Marc Andris Saint- Louis

**LES PRINCIPAUX SYMPTÔMES DU CORONAVIRUS COMPARÉS À D'AUTRES MAUX**

COVID-19\* GRIPPE A OU B ANGINE RHUME

Fièvre  
Congestion nasale  
Difficultés respiratoires  
Diarrhée

Maux de tête  
Toux  
Mal de gorge  
Amygdales rouges  
Douleurs Musculaires

Dans certains cas

Le Quotidien News  
(509) 38 86 30 30  
lequotidiennews24gmail.com  
Lequotidiennews.com  
#ANNKWAPEKOWONA

**Le Quotidien News COVID-19 Haïti**

**NOMBRE DE CAS TESTÉS POSITIFS au jeudi 18 juin 2020**

Nouveaux cas +228  
Décès 84  
Suspects 9,651  
Rétablis 24

**4,916 CAS**

Derniers bilans du MSPP du Jeudi 18 juin 2020

Toujou byen lave men nou • Evite touche vizaj nou • Evite kontak pwòch ak lòt moun  
Pa soti si nou pa gen ijans • Toujou tande tout konsèy MSPP yo

**Le Quotidien News**

**TOUJOU LAVE MEN NOU AK DLO AK SAVON**

#ANNKWAPEKOWONA

Instagram Facebook Twitter YouTube  
(509) 38 86 30 30  
lequotidiennews24gmail.com  
Lequotidiennews.com

# Nomination de Jude Charles Faustin comme secrétaire général à la Primature



*Après le Palais National, c'est à la Primature que l'ex député Jude Charles Faustin est appelé à poursuivre son expérience avec l'équipe Tèt Kale, cette fois-ci comme secrétaire général.*

Jude Charles Faustin est désormais le nouveau secrétaire général de la Villa d'Accueil. La nomination a été faite par un arrêté présidentiel publié ce lundi 15 juin dans le journal officiel Le Moniteur. Proche de l'équipe en place, Monsieur Faustin était

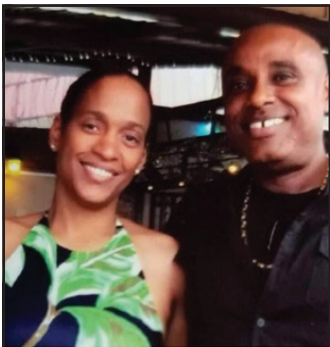
jusque-là conseiller politique du président de la République. Il avait été auparavant député de Borgne/Port Margot à la 49<sup>e</sup> législature.

Celui qui va succéder à Hugues Joseph au bureau du premier ministre, est enseignant, juriste et syndicaliste.

Marc Andris Saint-Louis

Votre publicité ici

# Haïti /Insécurité : un couple a été assassiné ce lundi à Péguy-Ville



*Deux hommes armés ont abattu de sang-froid, hier soir, le couple Lamothe dans leur domicile situé à Péguy-Ville et gravement blessé le gardien de la maison.*

Après s'être introduits par effraction dans la résidence des Lamothe, dans la soirée du lundi 15 juin 2020, les assassins ont fait feu sur Martine Lhérisson et son époux Lavoisier Lamothe Junior.

Si la professeure et poétesse Martine Lhérisson est décédée sur le coup, son mari allait par la suite rendre l'âme dans un centre hospitalier où il a été emmené en urgence.

Le gardien a, quant à lui, reçu de 2 projectiles : l'un au niveau du cou et l'autre, à la bouche. Après avoir perpétré ce double crime, les malfrats qui étaient à bord d'une motocyclette se seraient enfuis sans rien emporté, avons-nous appris.

La levée des cadavres a été ordonnée par le juge suppléant de Pétion-Ville, Me Dieudonné Phidelito suite au constat légal.

Lavoisier Lamothe Junior et Farah Martine Lhérisson étaient respectivement ingénieur et directrice de l'école Saint Léonard un kindergarten sise à Delmas 55. Farah Martine Lhérisson laisse dans la douleur, trois enfants dont Laurent Lamothe, âgé de 10 ans qui a assisté à cet événement traumatisant.

Marc Andris Saint-Louis

# Le BINUH plaide en faveur d'une réforme constitutionnelle en Haïti



*Haïti subit, depuis plusieurs années, de multiples crises concomitantes et interconnectées qui ne cessent d'attiser les tensions au sein de sa société. Le climat politique qui en résulte empêche le pays de se concentrer sur les déficits de développement et les défis majeurs auxquels il est confronté, que ce soit sa croissance économique atone, une pauvreté rampante, des inégalités grandissantes, une insécurité grimpante, une impunité manifeste, et la dégradation de ses ressources naturelles. La plupart des institutions du pays peinent à apporter des réponses adéquates à la souffrance de sa population, dont les conditions de vie, déjà difficiles, se détériorent de jour en jour.*

C'est dans ce contexte, aggravé par l'impact de la pandémie de la COVID-19, qu'a repris, avec une intensité renouvelée ces dernières semaines, la polémique autour de la durée du mandat des élus. Cette controverse trouve son origine, entre autres, dans les ambiguïtés d'une constitution qui, produit de son époque, peine à refléter la réalité et les besoins d'un pays qui a évolué au cours des trois dernières décennies. Elle reflète également l'absence d'un conseil constitutionnel, seul apte à arbitrer de tels débats ; une illustration parmi d'autres des nombreux dysfonctionnements institutionnels qui paralysent l'action de l'Etat et le fragilisent davantage, avec de lourdes conséquences sur tous les aspects de la gouvernance du pays.

Depuis sa création à l'automne dernier, le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) n'a cessé de déployer ses efforts pour préserver et favoriser un environnement pacifique et stable par la promotion

du dialogue, des droits de l'homme, de la stabilité politique et de la bonne gouvernance, s'inspirant des principes et des valeurs de la Charte des Nations Unies et conformément au mandat que lui a conféré le Conseil de Sécurité des Nations Unies le 25 juin 2019.

Si le BINUH n'a aucunement vocation à se substituer aux institutions nationales dans l'interprétation de la Constitution, il considère toutefois que, dans un régime démocratique, les élections représentent la seule voie d'alternance au pouvoir et que les mandats qui en découlent doivent être respectés par tous les acteurs de la société. L'organisation périodique d'élections libres, crédibles et transparentes, conformément aux échéances fixées par une constitution, garantissent le pluralisme politique et les libertés fondamentales consacrés dans les instruments internationaux ratifiés par Haïti. Leur tenue constitue un pilier essentiel de la démocratie et est indispensable à la désignation de dirigeants légitimes et représentatifs.

Malgré ses effets néfastes sur l'ensemble de la vie nationale, la crise actuelle offre au pays une opportunité unique d'initier un cercle vertueux en rebâtissant des fondations solides et durables et en s'attaquant à l'un des nœuds gordiens qui entravent la marche en avant du pays. Une réforme constitutionnelle profonde permettrait de remédier aux défaillances du système

## Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Kí pèmèt ou rete konekte nèt ale

**Nèt Lakay 6**

6 Mbps / 1 Mbps

**\$49**

**Nèt Lakay 10**

10 Mbps / 2 Mbps

**\$79**

**Nèt Lakay 20**

20 Mbps / 4 Mbps

**\$149**





Digicel

Of sa disponib nan zon Potoprens ak zon Okap

de gouvernance actuel et de créer des conditions plus propices à la stabilité institutionnelle, à la bonne gouvernance, et au respect de l'état de droit ; trois caractéristiques plus que jamais indispensables à l'essor du pays. Alors que des interprétations différentes du dispositif constitutionnel alimentent le débat, la nécessité d'une réforme de la charte constitutionnelle fait l'objet d'un large consensus au sein de la société haïtienne. Il appartient donc aux différents acteurs de surmonter leurs différends afin de parvenir à un terrain d'entente permettant de la réaliser. Haïti a besoin que toutes ses forces vives soient fédérées pour le bien du pays et de sa population, et que les prochaines élections soient caractérisées par une partic-

ipation active et responsable de tous.

Les Nations Unies en Haïti renouvellent leur engagement pour la promotion de concertations consensuelles tendant à l'accomplissement d'un cadre constitutionnel rénové, partagé et fédérateur. Nous nous tenons prêts à appuyer les institutions nationales et les différents acteurs dans l'organisation d'élections crédibles, transparentes et inclusives, contribuant à un retour à la normalité institutionnelle dans un climat apaisé.

Le Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH)

## Déjà 500 gourdes pour un gallon de gazoline



**Les impacts de la rareté du carburant commencent déjà à se faire sentir. En plus des prix des produits de première nécessité qui commencent, dans certaines zones à grimper, le prix du taxi moto devient déjà instable. Questionnés à cet effet les motards évoquent la rareté et le marché noir portant le gallon de la gazoline à 500 gourdes.**

Il suffit de faire un tour dans les centres villes des différents départements du pays pour constater les retombées de cette rareté de carburant qui frappe à nos portes de façon imprévisible. Spontanément, un marché informel est créé vendant le gallon de la gazoline à 500 gourdes l'unité. Les motards, en difficulté d'alimenter leurs véhicules dénoncent énergiquement la légèreté de l'État central tout en prenant soin de maximiser le prix des circuits.

« Le pays est bloqué. Quand on n'a pas ce produit pourtant transversal, il impacte sur toutes nos activités. C'est un complot. Ça arrive souvent ces derniers mois. Face à cette situation on est obligé de revoir le prix des circuits puisque le gallon vend déjà à 500 gourdes. En dépit de tout cela, il est rare », expliquent

tour-à-tour deux chauffeurs de moto attendant patiemment devant une pompe à essence.

S'il est vrai que la moto taxi est devenue de moins en moins fréquente dans la rue cette semaine, un autre fait intéressant peut préoccuper plus d'un. Il s'agit de la tendance à augmenter les prix des produits de première nécessité. Dans les marchés publics et à travers les rues, le constat est patent. » On y peut rien faire. Avec cette rareté, on a dû payer le double. Même si dans les magasins les prix n'ont pas réellement évolué mais, le transport est devenu extrêmement chère et difficile. Pour cause, on essaie de pallier le déficit », avoue une marchande questionnée par le journal Le Quotidien News.

Rappelons que malgré l'annonce du gouvernement de la disponibilité à Port-au-Prince depuis le 16 juin d'un bateau transportant une quantité importante de produits pétroliers, les pompes continuent de garder leurs portes fermées. Les usagers de ce produit continuent de sillonner les rues en quête de quelques litres de carburant. Produit qui se fait luxueux à volonte en Haïti.

**MyDigicel**

TOUT EN UN SEUL ENDROIT,  
SIMPLE, FACILE ET SÉCURISÉ.

Telechargez l'application aujourd'hui

Download on the App Store | Get it on Google Play

# Numéro identification unique : la population ignore Jovenel Moïse



**L'exécutif vient de faire une nouvelle imposition à la nation. Désormais la population haïtienne a 120 jours pour procurer la nouvelle carte d'identification nationale. Vraisemblablement, ce décret est mal venu.**

La question de la carte d'identification (nouvelle version) a toujours été un objet de polémique. Les opposants au pouvoir particulièrement n'ont cessé de réclamer la suspension de la production de cette nouvelle pièce d'identité entachée d'illégalité. Ils ont mené un large plaidoyer afin d'en faire échec. Malgré tout, l'exécutif tient bon. Il protège l'initiative comme le saint graal retrouvé.

À la suite de la publication de ce décret, la population n'a pas tardé à réagir. Pour certains, c'est une démagogie en plus de la part du gouvernement qui voulait imposer une carte illégale. Cela montre, opinent d'autres, l'empressement de l'exécutif à tenter la réalisation des élections dans le pays au plus vite. « Nous n'accordons aucune valeur à ce décret. Pour l'heure, nos yeux sont fixés sur notre objectif : la mobilisation », affirme un jeune interviewé par le journal Le Quotidien News.

Du côté des membres de l'opposition, c'est un pas de plus vers l'instauration de l'arbitraire dans le pays. Ils rappellent que le contrat a été passé de façon illégale et que la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) n'avait pas approuvé ce contrat. Plus loin, les opposants au pouvoir ont fait remarquer que la fabrication de cette carte par la compagnie Dermalog constitue l'un des actes de corruption les plus flagrants et les plus dénoncés ces dernières années. Appelant la population à ne faire cas de cette nouvelle imposition, ils rappellent qu'il n'y aura pas d'élection avec Jovenel Moïse au pouvoir. Rappelons que malgré les dispositions gouvernementales prises pour empêcher la propagation massive de la pandémie dans le pays, l'exécutif refusait catégoriquement de suspendre la fabrication de cette pièce d'identification qui expose la population par plusieurs centaines dans les centres de l'ONI.

À côté des marchés publics, le transport en commun et les banques commerciales, les bureaux de l'ONI étaient les principaux freins aux mesures de prévention dont la distanciation sociale. Faut-il aussi signaler que le gouvernement à la suite de l'intégration sur le sol haïtien de la Covi-19, avait décidé de revenir sur le délai donné pour l'expiration des anciennes cartes fixé au 31 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre. Trois mois après, alors que les cas de contamination ne cessent d'ascensionner, l'exécutif revient à la charge pour fixer un nouveau barème de cent vingt jours contre amendes à l'intention de tous contrevenants.

Votre publicité ici

**Nouvo jan pou jere lajan w**

eskane pou voye oswa resevwa lajan ak QR kòd ou

Eskane foto sa a pou telechaje nouvo aplikasyon a

App Store Google play

MON Cash Digital

# Transparence fiscale en Haïti : le Département d'État des États-Unis fait des recommandations



*Dans un rapport publié le 15 juin 2020, le Département d'État Américain dit avoir constaté qu'Haïti n'a pas véritablement progressé en ce qui a trait à la transparence fiscale. En ce sens, il a fait un ensemble de recommandations au gouvernement en place*

*en vue d'améliorer la situation actuelle des finances publiques.*

En effet, à travers ce rapport qui s'étend sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019, le Département d'État a enjoint Haïti à adopter une série de mesures comme la publication des documents budgétaires dans un délai raisonnable (avec détails sur les sources, types de revenus, et dépenses par ministère).

Le département d'État recommande aussi au gouvernement haïtien « de soumettre son budget militaire à un contrôle civil et de s'assurer un audit et une surveillance adéquats des comptes hors budget ; d'améliorer la fiabilité des documents budgétaires en produisant et en publiant un budget supplémentaire lorsque les recettes et les dépenses réelles ne correspondent pas à celles du budget adopté.

En outre, il invite l'État haïtien à veiller à ce que la Cour des comptes vérifie les comptes du gouvernement et publie les rapports d'audit qui en résultent tout en respectant systématiquement les lois et règlements relatifs à la passation de contrats.

D'un autre côté, cette institution américaine a exprimé des réserves par rapport à l'attribution des contrats ou de licences qui, selon elle, se ferait en dehors de la loi et des règlements et dans une certaine opacité. « Le gouvernement ne semblait pas suivre les lois et règlements en matière de contrats dans la pratique. Les informations de base sur les prix d'extraction des ressources naturelles n'étaient que sporadiquement accessibles au public », a-t-elle indiqué.

Par ailleurs, selon le Département d'État, les documents budgétaires publiés par le gouvernement ne reflétaient pas complètement les dépenses, les recettes de l'administration publique. « Ils ne donnaient pas une image très complète des dépenses et des flux de recettes prévus par le gouvernement, y compris les recettes provenant des ressources naturelles » a fait remarquer le Ministère des Affaires Étrangères des États-Unis.

Ce rapport souligne en outre l'absence de détails et l'existence de comptes qui ne sont pas soumis au même traitement. « Le budget n'a pas fourni suffisamment de détails pour chaque ministère ou agence et n'a pas inclus les allocations et les revenus des entreprises publiques. Le gouvernement tenait des comptes hors budget qui n'étaient pas soumis à la même surveillance et au même audit que les autres dépenses », indique ce document.

Par ailleurs, le Département d'État a fait remarquer que le caractère partiel et la publication tardive du rapport de la Cour Supérieure de Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) dont il connaît toutefois la valeur. « L'institution supérieure de contrôle d'Haïti a partiellement examiné les comptes du gouvernement, mais elle n'a pas rendu son rapport public dans un délai raisonnable », lit-on.

Si le Département d'État Américain croit que le gouvernement haïtien doit déployer des efforts, il reconnaît cependant qu'il n'y a pas eu de « documents budgétaires en raison du fait qu'il liquidait les affaires courantes pendant neuf mois sur les douze mois d'examen. »

Marc Andris Saint-Louis





# Assassinat de Fritz Gérald Cerizier: les membres de l'appareil judiciaire réagissent



*Me Fritz Gérald Cerizier est décédé ce vendredi après-midi suite à une attaque armée d'individus qui l'ont criblé de balles dans la zone de « Sans Fil ». Cet assassinat a suscité pas mal de réactions au sein du milieu judiciaire.*

Le Parquet de Port-au-Prince vient d'être amputé d'un membre. Des individus n'ont encore identifiés par la justice ont enlevé la vie, ce vendredi 19 juillet 2020, de Me Fritz Gérald Cerizier, le substitut Commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Port-au-Prince, à l'intérieur de son véhicule. Cet incident tragique s'est produit au Carrefour « Sans Fil », à deux doigts des locaux des Archives Nationales d'Haïti.

Selon le Chef du Parquet de Port-au-Prince, Me Jacques Lafontant, qui a aussi confirmé la nouvelle, Me Cerisier aurait été ciblé par des criminels. « Au niveau de Lalue, les assassins avaient visé la voiture et dégainé leurs armes sur la victime ». D'un autre côté, le Commissaire du Gouvernement de Port-au-Prince promet d'identifier les malfrats et dit avoir passé des instructions au juge Evens Frédéric afin de procéder à la verbalisation du crime.

Ce drame a provoqué une série de réaction au sein

des membres de l'appareil judiciaire. Plongés dans la consternation, les collègues avocats et juges du Me Cerizier n'ont pas caché leur consternation. « nous sommes vraiment touché, nous sommes vraiment anéantis par cette nouvelle », a réagi le président de l'Association National des Magistrats Haïti (ANAMHA), le juge Jean Wilner Morin. « C'est une victime de plus de l'insécurité galopante » regrette-t-il avant de décrire le défunt comme un magistrat ponctuel, régulier, tolérant, conciliant de tempérament, etc...

Pour sa part, le Collectif des Avocats pour la Défense des Droits de l'Homme (CADDHO), Indigné, exige que les assassins soient poursuivis et le respect du droit à la vie soit garanti. « L'action publique doit être mise en mouvement aux fins de retrouver les auteurs, co-auteurs et complices de ce crime odieux » lit-on dans une note publiée ce vendredi par le CADDHO qui encourage les autorités à travailler au respect du droit à la vie dans le pays.

Quelque temps après le crime, des agents de la Direction Centrale de la Police Judiciaire DCPJ avaient été remarqués sur les lieux du crime pour les suites nécessaires.

Marc Andris Saint-Louis

**Nèt Lakay**

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Ki pèmèt ou rete konekte nèt ale

| Nèt Lakay   | 6 Mbps / 1 Mbps | 10 Mbps / 2 Mbps | 20 Mbps / 4 Mbps |
|-------------|-----------------|------------------|------------------|
| Nèt Lakay 6 | \$49            | \$79             | \$149            |

Ôf sa disponib nan zon Potoprens ak zon Okap

**Digicel**

SPEEDTEST AWARDS IN-COOLA PARTNER 2019

# Helen La Lime décrit la situation actuelle d'Haïti devant le conseil de sécurité de l'ONU



*La cheffe du bureau d'intégré des Nations-Unies en Haïti (BINUH), Helen La Lime a présenté la situation actuelle du pays devant le conseil de sécurité des Nations-Unies. Selon elle, en raison des multiples crises interconnectées qui ont touché le pays ces dernières années, l'économie haïtienne s'est contractée de 1,2 % en 2019 et devrait encore se contracter de 4 % cette année. «Les usines fonctionnent à capacité réduite en raison de la nécessité de mettre en œuvre des mesures pour ralentir la propagation du coronavirus », précise-t-elle.*

En l'absence de ressources suffisantes pour soutenir la sortie d'Haïti de la récession dans laquelle il est plongé, les gains durement acquis en matière de sécurité et de développement au cours des quinze dernières années risquent d'être réduits à néant, et un problème initialement interne pourrait devenir un problème régional, si la situation humanitaire déjà alarmante continue de s'aggraver, et si un nombre croissant d'Haïtiennes et d'Haïtiens sont tentés de chercher meilleure fortune à l'étranger », déclaré la représentante de l'ONU en Haïti.

Plus loin, elle a fait savoir que le spectre d'une nouvelle augmentation du chômage se profile à l'horizon, la gourde continue de se dévaluer par rapport au dollar des États-Unis et l'inflation est constamment supérieure à 20 %

« Haïti a bénéficié ces derniers temps d'un climat politique relativement apaisé qui s'explique par l'épuisement causé par 18 mois de mobilisation populaire contre le Président Moïse, et le début de

la pandémie de Covid-19 », a souligné la cheffe du BINUH tout en faisant remarquer que pourtant, les premiers signes de l'intention de l'exécutif de commencer à préparer des élections législatives et locales attendues depuis longtemps ont réveillé les passions et ravivé l'acrimonie dans le discours public et le débat politique .

Par ailleurs, Mme La Lime a souligné « les dernières semaines ont vu une augmentation marquée de la fréquence et de l'intensité des affrontements entre bandes armées rivales qui luttent pour contrôler de plus grandes portions de territoire dans les quartiers les plus peuplés de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, sans doute afin d'exercer une influence sur le résultat des élections dans ces circonscriptions » .

Concernant la gestion de la covid-19 en Haïti, selon Helen La Lime, si le nombre confirmé d'infections et de décès est faible par rapport à celui de certains autres pays d'Amérique, « mais la pandémie n'en met pas moins à rude épreuve le système de santé déjà fragile du pays et son maigre filet de sécurité sociale » .

« ... les autorités ont encore grand peine à ouvrir des centres médicaux dédiés au traitement des patients atteints de Covid-19. Pays de plus de 11 millions d'habitants, Haïti n'a actuellement la capacité de traiter que quelques centaines de patients à la fois, même si de nouveaux lits se libèrent chaque jour. Cette situation est en partie due à une coordination moins qu'optimale au sein de l'appareil d'État, tant au niveau national qu'à celui des collectivités, ainsi qu'à un financement insuffisant du plan national de riposte. C'est aussi le résultat de l'opposition initialement farouche des populations locales à l'ouverture de tels centres à proximité de leurs domiciles, expression du climat de déni, de stigmatisation et de discrimination qui persiste dans le pays », a fait savoir au Conseil de sécurité la cheffe du BINUH.

Votre publicité ici

## Païement des transferts en Haïti : un nouveau décret adopté pour renforcer la capacité de la BRH



*Réagissant sur le nouveau décret qui modifie certaines dispositions du décret 6 juillet 1989 sur les maisons de transfert fonctionnant en Haïti, le gouverneur de la banque République d'Haïti (BRH), Jean Baden Dubois a fait savoir que cette loi va renforcer la capacité de la BRH. Selon lui, maintenant, la BRH a le moyen d'intervenir dans le système de paiement des maisons de transfert.*

Un nouveau décret relatif aux maisons de transfert a été adopté en conseil des ministres le mardi 16 juin 2020. À travers ce décret plusieurs articles de la loi de 1989 régissant le paiement des maisons de transfert en Haïti ont été rapportés. Il s'agit de l'article 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10 et l'article 17. « Les maisons de transfert sont tenue de verser les transferts aux bénéficiaires dans la forme, la monnaie et le taux indiqué par la BRH laquelle détermine entre autres les droits et responsabilités de chacune des parties prenantes dans une opération de transfert », peut-on lire dans ce décret.

Toute violation de ces dispositions dument constatée par la Banque de la République d'Haïti, entraîne une amende pouvant aller jusqu'à 3% des fonds propres à déduire directement sur le compte de la maison de transfert domicilié à la Banque de la République d'Haïti, poursuit cette loi. « La banque centrale peut aller jusqu'au retrait de l'autorisation de fonctionnement en cas de récidive, indique cette nouvelle loi », lit-on.

Lors d'une conférence de presse donnée, ce mercredi 17 juin, au local du centre de convention et de documentation de la BRH, le numéro un de la banque centrale, Jean Baden a présenté ce décret. Selon lui, ce nouveau décret jouera un rôle très important dans la régulation des maisons de transfert en Haïti. Elle permettra à la BRH d'intervenir dans le système paiement des maisons de transfert.

De plus, il a fait savoir que cette loi va renforcer la capacité de contrôle de la banque centrale sur la circulation du dollar sur le marché local.

Il faut souligner que selon M. Dubois, les départements les plus touchés par les comportements des agents des maisons de transfert sont la Grande-Anse, le Nord-Ouest, le Nord-Est et une partie du département de l'Ouest.

Votre publicité ici

Le Quotidien News

Si voulez recevoir le journal  
Le Quotidien News par mail  
écrivez nous par

 (509) 38 86 30 30

  
(509) 38 86 30 30  
lequotidiennews24@gmail.com  
lequotidiennews.com



**PREVANSYON KONT KOVID-19**



LAVE MEN NOU  
AK DLO AK SAVON



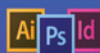
TOUJOU METE  
MASK LE NOU SOTI



EVITE KONTAK  
AK MOUN



Carl Daniel Jean Louis  
GRAPHIC DESIGNER



APPELEZ MAINTENANT +(509) 4 811 93 34

# La BID lance un défi d'innovation pour redynamiser le secteur du tourisme dans 15 pays, dont Haïti



**Les projets retenus peuvent recevoir jusqu'à 500000 \$US en fonds non remboursables et jusqu'à 2 millions de dollars US en prêts.**

La Banque interaméricaine de développement (BID), à travers son laboratoire d'innovation IDB Lab et en collaboration avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), cherche à identifier des modèles commerciaux qui puissent transformer et revitaliser le secteur du tourisme. Pour ce faire, la Banque lance un défi d'innovation auquel peuvent postuler jusqu'au 31 juillet aussi bien les organisations des secteurs public que privé.

Le défi vise à identifier les innovations dans deux catégories : le développement de la main-d'œuvre dans le secteur touristique (qui doit avoir de nouvelles compétences numériques pour la phase de récupération) et la soutenabilité environnementale (dont l'adoption de mesures de gestion des déchets à partir d'une approche d'économie circulaire, ainsi que des pratiques agricoles adaptées au changement climatique).

Pour la mise œuvre des projets IDB Lab tiendra en compte seulement les candidats des secteurs public et privé de l'un des 15 pays suivants: Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Suriname et Trinité-et-Tobago. Les demandes de financement pour l'assistance technique non remboursable peuvent aller de 250 000 \$US à 500 000 \$US. Dans le cas des prêts, les montants devront être compris entre 500 000 \$US et 2 millions de dollars US. Les candidats doivent contribuer avec au moins 50% du budget total du projet.

D'après l'OMT, le secteur du tourisme est l'un des plus touchés par l'épidémie de COVID-19. Avant cette pandémie, le tourisme était l'un des secteurs économiques les plus importants au monde, puisqu'il était lié à un emploi sur dix dans le monde (319

millions) et générait environ 10,4% du PIB mondial. Pour les 15 pays sélectionnés pour ce concours, la contribution moyenne du secteur touristique au PIB est de 16,4% (8,4% pour Haïti en 2019). Le tourisme y représente une contribution moyenne au PIB de 1 sur 6 dollars. Le tourisme est également vital pour l'emploi dans ces pays, avec une contribution moyenne de 17,9% (8,6% pour Haïti en 2019). L'apport du tourisme aux exportations est aussi importante, puisque pour 8 de ces 15 pays elle représente plus de 20% des exportations totales.

Le secteur du tourisme est résilient et a historiquement resurgi d'événements déstabilisateurs et imprévus grâce à la collaboration et à l'innovation des parties prenantes. La crise générée par la COVID-19 offre au secteur du tourisme et à ses chaînes d'approvisionnement étroitement liées l'opportunité d'entreprendre une transformation numérique et de stimuler les écosystèmes d'innovation dans les secteurs public et privé. L'innovation peut donc conduire le secteur à se recalibrer et à sortir de cette crise grâce à une capacité de croissance recouvrée.

Les entités éligibles pour participer à ce défi sont : les entrepreneurs, les startups, les ONG, les entreprises sociales, les agences publiques d'innovation ou les entités similaires ayant une spécialisation et une connaissance du secteur du tourisme

Le Quotidien News

**METE MAS  
OU POW KA  
PWOTEJE TÈT  
OU AK LÒT  
MOUN.**

#ANNKWAPEKOWONA

(509) 38 86 30 30  
lequotidiennews24@gmail.com  
Lequotidiennews.com

# L'accessibilité en milieu rural : la BM fait un don de 33 millions de dollars américains à Haïti



*Dans le cadre d'un financement additionnel au Projet d'accessibilité et de résilience rurale en Haïti, le conseil d'administration de la banque mondiale (BM) a approuvé un don de 33 millions de dollars us de l'Association Internationale de Développement (IDA) à Haïti.*

« Ces fonds visent à faciliter l'accès aux routes carrossables par tous les temps dans la Boucle Centre-Artibonite et à renforcer la résilience de tronçons essentiels du réseau routier », lit-on dans ce communiqué de presse.

Selon la directrice des opérations de la Banque Mondiale pour Haïti, Anabela Abreu, l'amélioration de l'accessibilité en milieu rural offre des fenêtres d'opportunité afin d'améliorer la vie des populations et l'économie. « Ce projet réduira la vulnérabilité des communautés rurales en leur donnant accès aux services de base, aux marchés et à des opportunités d'emploi. Une connectivité améliorée sera cruciale dans les efforts d'Haïti en matière de réponse et de relèvement face à la crise du coronavirus, notamment dans les zones les plus touchées par le ralentissement économique », a-t-elle indiqué.

Selon la BM, le réseau routier joue un rôle essentiel dans l'économie d'Haïti « environ 80% des transports et circulations de personnes et de marchandises se font par la route. Toutefois, près de la moitié du territoire national est mal connecté et il arrive que des régions entières soient totalement isolées pendant plusieurs jours, suite au passage d'ouragans sévères.

En améliorant l'accès aux marchés et aux services pour les ménages des provinces rurales d'Haïti, le financement additionnel permettra d'accroître la

résilience aux chocs, d'appuyer le développement et l'intégration régionale à long terme et de promouvoir une croissance plus inclusive.

Parmi les activités essentielles du projet figurent la construction de quatre ponts, ainsi que l'amélioration, l'entretien et la réfection ciblés de tronçons routiers essentiels afin de rendre 80 kilomètres carrossables par tous les temps, y compris lors d'événements climatiques extrêmes. Le financement additionnel inclut également la construction et la réhabilitation de deux centres d'entretien routier (Hinche et Saint-Michel) ainsi que de marchés régionaux et ruraux essentiels.

Votre publicité ici

**Le Quotidien News**

**MWEN TOUJOU  
METE MAS MWEN  
POUM KA PWOTEJE  
MOUN KI NAN  
ANTOURAJ MWEN,  
MWEN ENVITEW FÈ  
TANKOUM.**

#ANNKWAPEKOWONA

📱 (509) 38 86 30 30  
✉ lequotidiennews24gmail.com  
🌐 Lequotidiennews.com

**sap GRAPHIC DESIGN**

|            |              |
|------------|--------------|
| Logo       | Illustration |
| Flyers     | Cartes de    |
| Banners    | Visite       |
| Brochures  | Badges       |
| Book cover | & more....   |

**GRAPHIC DESIGN**

**Carl Daniel Jean Louis**  
GRAPHIC DESIGNER

APPELÉZ MAINTENANT  
+(509) 4 811 93 34

**Ai Ps Id**

*We deliver as soon as possible!*

# Covid-19/Haïti: l'épidémie est à son pic, selon le Dr Patrick Delly



*Lors d'une conférence de presse donnée au Centre d'Informations Permanentes sur le Coronavirus (CIPC), le lundi 15 juin 2020, le directeur du centre d'épidémiologie, le Dr Patrick Delly, a fait savoir que le pays a connu une nette diminution de cas du nouveau coronavirus au cours de la semaine dernière. En effet, selon lui, l'épidémie est à son pic en Haïti.*

D'après le directeur, cette baisse par rapport au pic de l'épidémie est basée sur la capacité du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) à effectuer des tests. Les 4 309 cas déjà recensés ne reflètent pas la réalité pendant que le pays est à sa phase 6, indique-t-il

Pour combattre la covid-19 dans le pays, le directeur du centre d'épidémiologie plaide une pour coordination intra et intersectorielle

Impliquant plusieurs autres institutions autres que le MSPP.

Concernant le nombre très faible des cas de rétablissement enregistrés dans le pays, le responsable de la direction d'épidémiologie a aussi apporté des précisions. Selon lui, sept à 10 jours après l'absence des signes et symptômes, une personne infectée n'est

plus contagieuse. Une fois cette période est terminée, la personne est considérée comme guérie, précise-t-il.

Jean Wedson Fortil

Votre publicité ici

## Nèt Lakay

NOUVO sèvis entènèt sou mache a Kí pèmèt ou rete konekte nèt ale

**Nèt Lakay 6**

↓ 6 Mbps   ↑ 1 Mbps

Pri : **\$49**

SPEEDTEST AWARDS  
by OOKLA  
FASTEST  
2019

Ôf sa disponib nan zon  
Potoprens ak zon Okap

Digicel

# Le respect des droits des enfants en Haïti : une nécessité



*Le deuxième dimanche du mois juin 2020 a marqué la journée nationale de l'enfant. Selon la directrice de la Fondation « Zanmi Timoun », Guirlande Mesadieu, depuis le vote de la loi visant la protection des enfants en 1960, aucune mesure réelle n'est prise pour la protection des enfants.*

Malgré ce contexte difficile de crise sanitaire la « promotion de l'ensemble des droits de l'enfant » s'avère nécessaire. Comme à l'accoutumé, il y a un « jour national de l'enfant », chaque deuxième dimanche du mois de juin de chaque année depuis 1960. Cette année l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR), s'adressant à tous les citoyens et toutes les institutions en contact avec eux ou dédiées à leur bien-être de prendre soin d'eux.

« Pran swen tèt nou, Pran swen timoun yo ! », tel est le thème qui a choisi par l'Institut du Bien-Etre Social et de Recherches (IBESR), pour commémorer le jour de l'enfant haïtien, dans les dix (10) départements du pays.

Cette journée est, selon l'IBESR, l'occasion de réaffirmer quelques principes fondamentaux, qui doivent guider les pensées et les actions de toutes et de tous. Retenons deux (2). « D'abord, les enfants sont de puissants agents de changement et ensuite la famille est la base de toute société », lit-on dans cette note.

Dans les faits, aucune société ne peut être paisible, juste et viable quand les enfants vivent dans un environnement qui freine leur potentiel d'évolution, compromet leur santé, leur capacité à se structurer, limite leur chance d'intégration sociale et leur réussite personnelle, poursuit la note.

« Sur les 754 orphelinats recensés en Haïti, 160 ont

été fermé par l'IBESR car ils ne répondaient pas aux normes de prise en charge et au niveau standard, précisant que 400 autres orphelinats se trouvent dans une situation irrégulière et sont exposés aux mêmes sanctions », a rappelé la directrice de l'IBESR, Arielle Jeanty Villedrouin.

L'Office de Protection du Citoyen (OPC), de son côté, dans une note, recommande la protection des droits de tous les enfants d'Haïti. Cet organisme souligne que la protection des droits de l'enfant relève en grande partie de la responsabilité de l'Etat. Il encourage, en conséquence, « les autorités étatiques concernées à adopter des mesures visant à protéger les enfants et à faciliter leur plein épanouissement ».

Parallèlement, de la Fondation « Zanmi Timoun » appelle l'Etat haïtien au respect des droits des enfants dans le pays. Selon Guirlande Mesadieu, directrice de cette fondation, depuis le vote de la loi visant la protection des enfants en 1960, aucune mesure réelle n'est prise pour la protection des enfants.

Jean Wedson Fortil

Votre publicité ici

Evite mikwòb epi  
itilize MonCash

pou yon tan limite  
tout P2P  
GRATIS

MON  
Cash  
Digitel

fè pèman, fè transfè epi resevwa lajan

# Caleb Edmond "veut devenir le plus grand saxophoniste haïtien"

**Le Quotidien** News  
d'Haïti

VENDREDI 19 JUIN 2020

**CALEB EDMOND**

"VEUT DEVENIR LE PLUS  
GRAND SAXOPHONISTE  
HAÏTIEN"

À LA RENCONTRE DES  
STARS

**Caleb Edmond**

36 ans, né à Pétion-Ville  
Saxophoniste



(509) 38 86 30 30

lequotidiennews24gmail.com

lequotidiennewsmarketing@gmail.com

Lequotidiennews.com

**Digicel**



## The Voice 2020 : Abi décroche le trophée de la saison 9



*Abi, de l'équipe de Pascal Obispo, a remporté ce samedi 13 juin 2020 le trophée de la saison 9 de « The Voice ».*

**A**bi a fait l'unanimité ce samedi soir lors de la finale de The Voice 2020. Gustine, Tom Rochet, Abi et Antoine Delie ont chanté sur scène avec

des artistes. En raison de la pandémie du coronavirus, les quatre finalistes ont chanté en direct et devant un public au Palais des sports. Ce qui n'a pas empêché les candidats de toucher le public en chantant de très belles chansons.

Après le vote des téléspectateurs, Abi a été choisi grand gagnant de The Voice 2020. Le nom du vainqueur a été dévoilé par Nikos Aliagas, après quelques secondes de suspense. Abi a remporté cette neuvième saison de « The Voice » avec 53,4% des votes et gagne un contrat chez Universal Music avec un album à la clé.

## FOLONHA félicite le chanteur d'origine haïtienne, Abimaël Bernadoth, champion de « The Voice France » 2020

*La Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA), présente ses vives félicitations au jeune chanteur d'origine haïtienne, Abimaël Bernadoth, sacré champion de la neuvième édition du concours de chant «The Voice France» (La Plus Belle Voix), le samedi 13 juin 2020.*

Grand favori avant la finale, Abimaël Bernadoth a remporté cette importante compétition, suite aux prestations de quatre autres concurrents, avec 53,4% des votes, coaché par Pascal Obispo. Abi qui a marqué la saison 9 de « The Voice » tant par sa voix impeccable, son talent et l'immense progrès qu'il a fait depuis, succède ainsi à Withney Marin, la gagnante de « The Voice » 2019. Le public a fait son choix ; et les votes ont été en faveur du jeune prodige.

Né à Fonds-des-Nègres, Abimaël a vécu en Haïti avant de rejoindre sa famille en France. Il est aujourd'hui professeur d'anglais. Il devient très jeune virtuose de plusieurs instruments dont le piano dont il a fait

usage dans sa participation au concours, mais aussi le saxophone et la guitare en plus d'être une voix d'or. Il a été encouragé dans cette voie précocement par son père qui l'inscrit au Conservatoire d'Epina-sur-Seine ».

La Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti souhaite du succès au jeune prodige de 21 ans dont la voix a charmé tout le monde. Abimaël Bernadoth est un exemple d'humilité et de persévérance, un modèle pour tous les jeunes et une fierté pour Haïti.

Par ailleurs, la FOLONHA profite pour rappeler à la population l'obligation qu'ils ont de respecter scrupuleusement les mesures de préventions et règles d'hygiène contre le coronavirus à savoir : le port du masque, le lavage des mains, la distanciation sociale et le déplacement qu'en cas de besoins urgents. Ces mesures établies devraient permettre, tout au moins, d'éviter la dissémination du COVID-19. La FOLONHA encourage les Haïtiens à pratiquer le sport et plus

particulièrement le jogging en vue de renforcer leur système immunitaire. Il est aussi recommandé à la population de renforcer la vigilance et la prudence afin de limiter les conséquences en termes de pertes en vies humaines, notamment des personnes âgées en Haïti.

Le coronavirus nous concerne tous, gouvernants et gouvernés, riches et pauvres, patrons et ouvriers. L'heure est grave ! Mettons-nous ensemble en vue de lutter contre la menace que représente le coronavirus. Ensemble, œuvrons en vue de limiter les dégâts !

Créée le 12 avril 2010 après le séisme du 12 janvier 2010, la Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA), a pour mission d'apporter sa contribution à des projets médicaux, éducatifs et sociaux, visant à lutter contre l'exclusion et l'isolement en favorisant la création du maintien d'un lien social dans les communautés dans lesquelles elle intervient. La Fondation s'est fixée quatre (4) domaines d'intervention : Éducation, Santé, Social et Coopération internationale.

Votre publicité ici

Le Quotidien News  
d'Haïti

# À LA RENCONTRE DES STARS

*Tous les Vendredis*

Le journal Le Quotidien News présente un personnage haïtien évoluant dans le domaine de l'art.

"À la rencontre des stars" est une rubrique créée par le journal Le Quotidien News dans l'idée de valoriser les stars haïtiennes.

(509) 38 86 30 30

lequotidiennews24gmail.com

Lequotidiennews.com



Digicel

# L'accord de Marriott, n'a-t-il pas été inclusif ?

## Éditorial



*Il n'est un secret pour personne que le pays est en train de connaître des revers inquiétants. Le doute, l'anxiété, la peur, la misère sont, entre autres, les contenus du calice de la nation au quotidien. Pire, elle continue d'espérer sans être certaine réellement que quelque chose va changer.*

Un fait est certain de nos jours et, c'est dommage. Aucun des secteurs vitaux de la nation n'inspire confiance. Les politiciens encore moins. Rare dans l'histoire haïtienne de connaître une opposition aussi impopulaire et un gouvernement si décrié. Ce déficit de légitimité qui fait défaut à l'exécutif peut-être, comme le dit souvent le chef de l'État, le résultat d'un système formaté sur l'exclusion et la corruption. Il peut en être une des victimes du système mais, par son manque de prudence ou par la pratique routinière, il va laisser un palmarès sombre dans l'histoire.

Durant trois ans au pouvoir (indépendamment des considérations constitutionnelles), Jovenel Moïse a laissé passer toutes les échéances électorales. À présent, il veut anticiper les pas alors que l'opposition jusqu'au boutiste continue de durcir sa position. Selon plus d'un, l'on se rapproche à petit feu vers une transition quel que soit la date de l'échéance présidentielle. Tout pour dire que le régime du PHTK n'est

pas au-dessus de toutes critiques.

Parallèlement, l'opposition appelle à un accord politique inclusif. Ce qui sous-entend que le PHTK n'est pas exclu des discussions. Mais à entendre parler certains des radicaux, le terme inclusif fait des exclusions. Il concerne toutes les forces vives de la nation sauf le PHTK. Cette dernière structure serait, suivant cette idée, une force morte. Bref !

Ainsi considéré, que dire pour l'accord de Marriott ? Sauf Fanmi lavalas n'a pas paraphé l'accord. Cepen-

### Votre publicité ici

**Nouvo jan pou jere lajan w**

eskane pou voye oswa resevwa lajan ak QR kòd ou

Eskane foto sa a pou telechaje nouvo aplikasyon a

Available on the App Store | Get it on Google play

MON Cash Digital

dant, il n'a pas dit qu'il s'opposait à la démarche. Toutes les coalitions politiques opposées au pouvoir y participaient. Comme une tempête dans un verre d'eau, l'accord a vite été classé dans l'oubliette de l'histoire. La FOP n'existe plus, pas de nouvelle de "mache contre", on entend presque plus parler de l'alternative consensuelle, entre autres. En l'espace de sept mois, toutes les ententes conjoncturelles et fragiles au niveau de l'opposition se sont évaporées.

Si vraiment l'opposition avait retrouvé l'unité pour faire mieux que Jovenel Moïse après l'avoir précipité vers la porte de sortie, pourquoi l'accord de Port-au-Prince n'a pas duré? N'était-il pas inclusif? Où doit-on rechercher la cause en fait? Autant de questions sans réponse.

Les horizons politiques paraissent sombres. Un sursaut politique est nécessaire. Accord oui, Mais ne sommes-nous pas partis à nouveau sur de fausses bases? Ce régime donne vraiment la nausée. C'est une déception. Le pire des modèles à suivre. Mais trois ans après madame l'opposition, ou est l'alternative politique pour ne pas revivre une seconde 2004 ou propulser tout bonnement le pays dans le chaos? En dehors de l'ambition politique, un droit sacré que détient chaque citoyen, faisons appelle avant tout à l'humanisme, au civisme, à l'éthique et au savoir-faire, l'avenir nous récompensera chacun suivant son effort pour changer la donne.

## Votre publicité ici



**Carl Daniel Jean Louis**  
GRAPHIC DESIGNER



- |            |              |
|------------|--------------|
| Logo       | Illustration |
| Flyers     | Cartes de    |
| Banners    | Visite       |
| Brochures  | Badges       |
| Book cover | & more....   |

**APPELEZ MAINTENANT**  
**+(509) 4 811 93 34**

*We deliver as soon as possible!*



**TOUT EN UN SEUL ENDROIT,  
SIMPLE, FACILE ET SÉCURISÉ.**

Telechargez l'application aujourd'hui



# Tottenham et Manchester United dos à dos



*Dans ce premier gros choc de la 30e journée de Premier League, Tottenham et Manchester United se sont neutralisés.*

## Ce qu'il fallait retenir

Dans un duel pour la Ligue des Champions, Manchester United et Tottenham ont produit un match d'un niveau européen. Contre le cours du jeu, les Spurs ont ouvert le score grâce à Steven Bergwijn (27e) et se sont ensuite installés en profitant des erreurs techniques de leur adversaire, transparent depuis l'ouverture du score. Serge Aurier, Steven Bergwijn et Moussa Sissoko ont été bons ce soir, mais en seconde période, Manchester United s'est réveillé et a égalisé en fin de match, permettant de conserver leur série d'invincibilité avec 12 matches sans défaite, avant de recevoir Sheffield United, mercredi.

## Les Champions du monde ont brillé

Depuis l'entrée en jeu de Paul Pogba, blessé depuis le début de la saison, les Red Devils se sont surpassés. Le Français a de suite trouvé ses marques avec Bruno Fernandes et a libéré l'attaque de United. En plus de sa bonne prestation, l'ex-milieu de la Juventus a provoqué le penalty transformé par Fernandes (81e) grâce à une séquence de dribbles devant Eric Dier, contraint de faire faute. Les hommes d'Ole Gunnar Solskjaer auraient même pu s'imposer mais en face, Hugo Lloris a été exceptionnel. Auteur de six arrêts décisifs, le Français a permis à son équipe de rester en vie et d'éviter la défaite. Les Spurs doivent maintenant s'imposer mardi face à West Ham pour éviter de dire adieu à la Ligue des Champions.

**C'est terminé ! 1-1 !**

Quel match ! Après trois mois d'arrêt, Manchester United et Tottenham ont produit beaucoup de spectacle ce soir. Après une première période dominée par les Spurs, les mancuniens se sont réveillés en seconde mi-temps notamment depuis l'entrée de Paul Pogba et ont logiquement égalisé. Au classement, Manchester United reste à la cinquième place avec un match en plus et reste à deux longueurs de Chelsea. Tottenham stagne à la huitième place mais peut encore se faire devancer par Arsenal.

Le Figaro

Votre publicité ici

Le Quotidien News

Si voulez recevoir  
le journal  
**Le Quotidien News**  
par mail  
écrivez nous par

 (509) 38 86 30 30



(509) 38 86 30 30  
lequotidiennews24gmail.com  
lequotidiennewsmarketing@gmail.com  
Lequotidiennews.com



## Cuba rouvrira des îlots aux touristes étrangers en juillet



*Cuba, dont l'économie dépend beaucoup du tourisme, a annoncé mercredi rouvrir ses frontières aux vacanciers le 1er juillet, mais seulement dans un premier temps sur ses petites îles paradisiaques, sans mélange avec l'ensemble de sa population.*

« A partir du 1er juillet les activités de tourisme international commenceront à Cayo Largo, Cayo Coco, Cayo Guillermo, Cayo Cruz et Cayo Santa Maria », a indiqué le ministère du Tourisme dans un communiqué.

Le ministre du Tourisme, Juan Carlos Garcia, a estimé que non seulement cela permettrait d'offrir « des produits magnifiques », mais aussi garantirait un cadre où « seront diminués les risques de contagion » par le coronavirus.

Les réservations démarrent jeudi, avec des vols pour la plupart directs, sur des compagnies charter ou de petits appareils.

Cuba, qui a recensé 2.280 cas pour 84 morts, estime que l'épidémie est sous contrôle sur son territoire.

## Une résolution condamnant le racisme systémique adoptée à l'ONU, sans mention des Etats-Unis



*Une résolution condamnant le racisme systémique et les violences policières a été unanimement adoptée vendredi par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU après le retrait d'une mention ciblant spécifiquement les Etats-Unis.*

Le Conseil des droits de l'Homme, instance onusienne basée à Genève et dont Washington s'est retiré en 2018, a adopté par consensus

cette résolution présentée par des pays africains dans le cadre d'une réunion d'urgence convoquée après la mort de George Floyd et les manifestations monstres organisées contre le racisme dans le monde entier.

# QE<sup>3</sup> ESPACE D'ENCADREMENT ENTREPRENEUR

## PROGRAMME D'INCUBATION



**QE<sup>3</sup>** Incubateur de l'Université Quisqueya – est une structure d'accompagnement qui offre une méthode, des outils, des connaissances, une culture et un réseau pour réussir son aventure entrepreneuriale. De l'idée à la création d'une entreprise et ses premiers financements, nous sommes là pour favoriser la réussite de vos projets. En ce sens, nous mettrons à votre disposition tout un ensemble de ressources pour vous permettre de travailler dans les meilleures conditions.

« Du rêve à l'entreprise »